

# Lutte contre le terrorisme : Les FAMA neutralisent un commandant de Koufa et une quarantaine de terroristes

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 10 OCTOBRE 2022

# 1197

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Blanchiment et terrorisme**

## Des banques dans le viseur de la BCEAO



... « Main dans la Main » de la FAO : Une journée d'Information sur le Plan d'Investissement



... Cadre Stratégique de la Refondation de l'État : Les représentants de la Haute Administration out



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**09** Oct.  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**421**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**20**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**531 632** Vaccinations incomplètes  
**1 945 708** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**32 697**

**Guéris**

**31 806**

**Décès**

**742**

dont 74 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.15



P.25



## / Une /

Blanchiment et terrorisme : Des banques dans le viseur de la BCEAO

P.5

## / Brèves /

Algérie-France : Gestes mémoriels d'Elisabeth Borne à son arrivée à Alger

P.11

Lutte contre le terrorisme : La France va aider la Guinée à sécuriser sa frontière avec le Mali

P.11

Doubahan Rachel Diarra : Réseau des femmes une trentaine de femmes leaders formées en féminisme

P.12

Libye : L'ONU condamne le "meurtre odieux" de 15 migrants

P.12

Hydrocarbures : La Grèce et l'Égypte rejettent l'accord turco-libyen

P.13

Mali : L'armée dit enquêter sur des informations sur le meurtre de 53 civils

P.13

## / Actualité /

Journée mondiale de lutte contre la rage : Une synergie d'action pour éradiquer le mal

P.15

Initiative « Main dans la Main » de la FAO : Une journée d'Information sur le Plan d'Investissement

P.17

6ème édition du forum Italia-Africa-Business-Week : Le Mali à l'honneur !

P.18

Militarisation de la police et de la protection civile : Quels impacts ?

P.19

Lutte contre le terrorisme : Les FAMa neutralisent un commandant de Koufa et une quarantaine de terroristes

P.20

## / Politique /

CNPM : Une grosse épine dans les pieds de Mossadek Bally

P.22

Affaire 49 soldats ivoiriens : L'imbricolage autour de leur libération

P.23

Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État : Les représentants de la Haute Administration outillés

P.24

Diplomatie : La politique étrangère du Mali au fil des âges

P.26

## / Culture & société /

A la découverte de Ké-Macina : Dans les entrailles d'un cercle fort attachant !

P.28

## / International /

Burkina : Un président de transition doit être désigné la semaine prochaine

P.30

Tchad : Le maintien de Mahamat Déby officialisé à la tête du pays

P.31

## / Sport /

MAN CITY 2É, LEIPZIG 4É... : Les 5 trios qui ont marqué le plus de points dans les 5 premiers championnats d'Europe cette saison

P.33

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO





**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**





## Blanchiment et terrorisme **Des** banques dans le viseur de la BCEAO

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a annoncé vouloir prendre des sanctions disciplinaires et pécuniaires contre certaines banques maliennes et burkinabè. Celles-ci sont accusées de manquements et infractions à la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme. Pourtant, les banques contrôlent et déclarent les opérations douteuses et suspectes, affirment certains services chargés de la lutte contre le blanchiment d'argent. Pour certains économistes il faut une étude sérieuse pour faire tarir les sources de financements...

**L**a région du sahel fait face à une insécurité volatile, conséquence des activités des groupes terroristes et du grand banditisme. Ces groupes terroristes bénéficient de transactions bancaires et de blanchiment de capitaux. Des opérations planifiées et bien organisées à partir des établissements bancaires qui permettent le financement des activités criminelles.

Selon Ogodembélé Guindo chargé du service de financement du terrorisme à Orabank, « **ces capitaux blanchis, permettent aux acteurs de cette activité criminelle de garder le contrôle et d'utiliser ces fonds**

**via des structures a priori légales, c'est-à-dire les banques, tout ce qui est dans le monde des finances, les structures, les établissements financiers, les assurances, les notaires** ».

Pour faire barrage au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, la BCEAO exige des banques, la mise en place des certains dispositifs, parmi lesquels le service de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Ogodembélé Guindo, responsable de ce service à Orabank explique les tâches dévolues à son service. « *Nous, notre rôle est de veiller, de*

*contrôler et déclarer les opérations douteuses et soupçons, les opérations suspectes, les opérations inhabituelles. A travers ces mécanismes-là, on peut reconnaître et déceler les personnes qui s'adonnent à ces pratiques en milieu bancaire* », a-t-il expliqué.

Au Mali, dans le but d'une vérification rigoureuse, ces informations sont remontées au niveau de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) ainsi qu'au pôle économique.

Cependant, selon le spécialiste, il est très difficile de déceler un blanchisseur. « **D'abord,**



il faut dire que le blanchisseur comme tout autre client passe à travers la banque et tous les autres secteurs de finance et même le monde de la finance ». Il faut souligner que cette activité criminelle a une répercussion négative sur la crédibilité des institutions bancaires. Pour les économistes, la lutte contre le blanchiment des capitaux exige une coordination de l'ensemble des structures. « **Il faut une étude sérieuse pour tarir les sources de financement et les différents circuits empruntés, c'est une étape importante. Cette lutte doit être bien coordonnée entre les institutions y compris la banque en plus des Etats. Dans une bonne coordination, et non en solo, elles peuvent être responsables du système qui deviendra performant** », a souligné Lamine Keïta, docteur en science économique. Ce dernier estime par ailleurs que la BCEAO dévie de ces missions assignées. « **La BCEAO a reçu une délégation de pouvoir des Etats. Il ne peut pas se retourner contre ces même Etats, comme si elle est devenue un super Etat et essayer de dicter à nos Etats ce qu'ils**

**doivent faire. A mon avis, je pense que cette façon de faire est une source de désorganisation supplémentaire, une sorte de déviation de la BCEAO de son rôle**».

Il faut souligner que dans sa mission de contrôle, la BCEAO a décelé des manquements lors d'une vérification thématique sur le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme au Mali

et au Burkina Faso. Bien que les noms d'établissements bancaires concernés n'aient pas été, jusqu'à présent, cités, la BCEAO devrait probablement les sanctionner pour manquements disciplinaires.

■ **Binadjan Dombia**



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



## ■ Ségovien Sport



Ageuicha Diarra claque un triplé pour le WAC contre le Rajaa Ain Harouda. L'attaquante des aigles et ses coéquipières ont gagné (7-1). Il s'agit là du dernier match de préparation du WAC.



## ■ Imam Oumarou Diarra



### MAOULOUD 2022

À l'occasion de la commémoration du Maouloud, fête anniversaire de la naissance du Prophète de l'Islam (Paix et Salut sur lui), il me plaît de souhaiter à l'ensemble de la Oumma du Mali et du monde entier une agréable fête dans la recueillement et la reconnaissance envers le Tout Puissant Swt !

Au moment où notre pays traverse des moments décisifs de son histoire, je demeure convaincu que les prières que nous formulerons pour le retour de la sécurité, la quiétude, la paix et la prospérité trouveront un écho favorable auprès de notre créateur.

Notre engagement tant individuel que collectif nous permettra de sauver l'essentiel : LE MALI !

Je profite de l'occasion pour adresser aux familles de toutes celles et de tous ceux qui ont été rappelés à Dieu, mes condoléances les plus émues. Que le Tout-Puissant les accueille en son Saint paradis.

Je souhaite également prompt rétablissement aux blessés et ma compassion avec toutes celles et tous ceux qui se battent contre les maladies de tout genre.

Aux déplacés de l'intérieur ainsi qu'aux réfugiés, j'exprime toute ma solidarité et mon attention.

Qu'Allah le Tout-Puissant nous apporte santé, sécurité, bonheur et

prospérité.

Bonne fête de Maouloud à toutes et à tous !

Imam Oumarou DIARRA



## ■ Abdoul Momini Bokoum



Maouloud Communauté des Soufis

Thème : Le Soufisme, Principes, Fondements .

Cheick Soufi Bilal Diallo a dit :< Le Soufisme est la voie des amoureux ; Amour réel du Prophète MOUHAMMAD (PSL) et d'Allah Azzawadjal. Le Soufisme n'appartient à aucune des religions mais toutes les religions appartiennent au Soufisme : nous sommes des musulmans SOUFI !!! Le principe du Soufisme est de se soumettre à Allah sans condition !!! Son fondement : l'Islam est née avec le Soufisme autrement parlant le Soufisme a bien existé avant l'Islam !! Parlant du Soufisme on parle de la Paix, la tolérance, la cohésion sociale on parle exactement de ce que le monde a besoin aujourd'hui l'amour du prochain >



## ■ Ammy Baba Cisse



A #Koulikoro, dans un #contrôle de police au niveau d'un carrefour aux feux tricolores, les motocyclistes s'arrêtent et #rebrousseent chemin. La cause? parce qu'ils n'ont pas de pièce d'identité pour certains et pour d'autres, pas de #vignettes. Dire que c'est ces jeunes qui animent, par leur bouche, la #souveraineté sur les réseaux. On ne fait pas un État avec des #citoyens qui ne savent pas leur #rôle.



Lui demandant des bénédictions.  
Bonne chance aux rouges  
Source : Kassim Traoré



## ■ NIANG TV



INFRACTIONS SUR LES RESEAUX SOCIAUX: Le procureur TOURE fait des révélations. Dans le monde virtuel, les injures grossières de père et de mère à visage découvert sur le territoire national, c'est du passé. Il ne reste plus que ceux qui sont à l'extérieur. Contre la plupart, il y a des mandats d'arrêts au niveau d'Interpol. Tout comme des mandats d'arrêt ont été décernés contre certains individus qui se cachent derrière des pages anonymes. Seulement, il se trouve que tant que la personne ne se présente pas dans un aéroport en vue de voyager ou qu'elle ne fait pas l'objet d'un contrôle de police, elle n'est pas interpellée car les agents ont tellement de choses à faire qu'ils ne vont pas les chercher. C'est souvent à la suite d'un banal contrôle de police qu'ils se rendent compte qu'il y a un mandat et alors, ils arrêtent la personne. L'avantage est que dès qu'un mandat est envoyé à Interpol, la personne visée est tout de suite inscrite au Tableau des antécédents judiciaires (TAJ) de sorte que dès qu'elle est contrôlée par la police quelque part, tout de suite, elle est arrêtée. Donc, on n'est nullement pressé concernant ces gens. Tôt ou tard ils seront arrêtés et renvoyés au pays. Ils auront forcément besoin tôt ou tard d'aller au consulat ou dans les services de préfecture pour renouveler leurs documents. Les dispositions sont prises pour qu'on les interpelle dès qu'ils partent pour ces besoins. Pour beaucoup ce sont des maliens, avec la seule nationalité malienne. Quelques-uns ont des titres de séjour qu'ils auront besoin d'aller renouveler. De l'autre côté (en France) on nous a dit que c'est plus facile de les attendre sur ces créneaux là pour les arrêter et les renvoyer au pays avec les avis favorables du consulat. Donc il faut les ignorer dans

aujourd'hui  
L'Algérie aujourd'hui  
@AlgAujourd'hui

Ramtane #Lamamra :  
● L'entente entre les présidents #Tebboune et #Macron est complète  
● Notre espoir est de voir l'application de cette vision  
● La volonté de l'Algérie est d'ouvrir une nouvelle page qualitative dans ses relations avec la #France



## ■ Abdoulaye Kone



Ko, l'équipe du Djoliba AC, qui doit jouer dans quelques heures, est parti remettre un de ses maillots à Ousmane Chérif HAIDARA aujourd'hui, en



leurs agissements délictuels, le temps ne leur est pas favorable.  
Source : Journal l'Essor.



## ■ Ben Ibrahim



Stade 26, stade Modibo Keita, stade Mamadou Konate est construit pour le football. Les partisans des gens là

## ■ Modibo Simbo Keita



Un précédent dangereux au Stade du 26 Mars et tu en parles tu fais idiot utile. Personne n'en parle.

En culottes courtes l'après-midi, en pantalons courts la nuit. Le Stade du 26 Mars même est étonné. Allons seulement...

## ■ Serge Daniel



#Mali-CI-Togo-Libération des 46 militaires ivoiriens détenus au Mali cette nuit ? Non, d'après mes infos, ni le 9/10/. Mais encore une fois il n'y a plus de friture sur la ligne entre Bko et Abidjan. Règlement politico-judiciaire de l'affaire en cours, avec le Togo très actif.

## ■ Larmes des pauvres



#Burkina Une journée d'horreur Retour sur l'embuscade de #Gaskindé Extrait de la vidéo

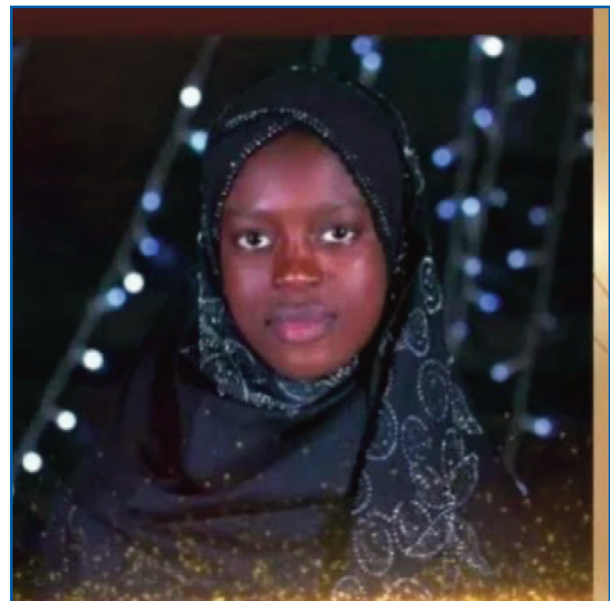
complète sur l'attaque d'un convoi de ravitaillement en destination de #Djibo, ville assiégée par les groupes armés depuis plusieurs mois.

Translate Tweet

## ■ Macky Sall



Mes chaleureuses félicitations à notre jeune compatriote Sokhna Ndatté Cissé, lauréate de la sixième édition du Concours international de récital du Saint Coran de Dubai. Encore une belle illustration de notre marche vers l'école des valeurs et de la réussite!



## ■ Gouvernement du Mali



Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga a, au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, S.E. le Colonel Assimi Goïta, présidé le samedi 8 Octobre 2022 la rencontre générale de la Tribu Kel ANSAR en collaboration avec les Chefferies traditionnelles. Cette rencontre avait pour thème : "Sécurité Paix et Développement" Cette rencontre dira Mossa Ag Attaher se veut une contribution majeure à la renaissance de l'Afrique avec comme socle ses valeurs ancestrales.

Cette rencontre qui a enregistré la présence des délégations venues du Niger, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de plusieurs autorités traditionnelles, démontre la volonté et l'engagement des Kel Ansar à développer dans l'espace communautaire un climat de paix et de sécurité a conclu le parrain Mossa AG Attaher. CCRP/Primature



Ministre de la Refondation de l'Etat - MRE



**SIGRH**

## Projet SIGRH : Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines

Suite au lancement officiel du Projet **SIGRH - Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines** de l'Etat et des Collectivités Territoriales le 24 mai 2022 par le Président de la Transition, Chef de l'Etat le **Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions - MRECRI** a l'honneur de vous informer du démarrage de la phase de **Recensement des Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales** sur toute l'étendue du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires.

Au cours de cette opération, qui se déroulera **du Jeudi 1er septembre 2022 au 30 novembre 2022**, une **Fiche Individuelle de Collecte de Données** sera soumise par les différents Chefs de service compétents à chaque Agent concerné de leur ressort afin de la renseigner.

La fiche dûment renseignée doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- **une copie de l'Arrêté d'intégration ou de la décision de recrutement ;**
- **une copie justifiant la position statutaire ;**
- **une copie de la carte NINA ou de la Fiche descriptive individuelle du RAVEC ;**
- **une copie de l'extrait d'acte de naissance.**

Sont concernés par le Recensement, tous les Agents de l'Etat et des Collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire national et dans les ambassades et consulats, à savoir :

- les Agents fonctionnaires et contractuels de la fonction publique de l'Etat du statut général, des statuts particuliers et des statuts autonomes, sauf des Forces de Défense ;
- les Agents fonctionnaires et contractuels des collectivités territoriales des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi et de la formation professionnelle pris en charge par l'Etat à travers le système de mise à disposition ;
- les enseignants des écoles communautaires (ECOM) et des animateurs CED, CAF, CAFé et CEI bénéficiant des appuis financiers du budget d'Etat sous forme de subventions ;
- les Fonctionnaires des collectivités territoriales du cadre de l'administration générale ; et
- les Agents contractuels des collectivités territoriales payés sur ressources propres.

Chers **Représentants de l'Etat, Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales, et Partenaires sociaux**, les Plus Hautes Autorités de la Transition comptent sur votre accompagnement et attachent du prix à la pleine participation de tous et de chacun à la réussite de cette opération d'une importance capitale dans la nécessaire **Refondation de la Gestion des Ressources Humaines** de notre Administration publique et parapublique.



## Algérie-France : Gestes mémoriels d'Elisabeth Borne à son arrivée à Alger



**L**a Première ministre française Elisabeth Borne n'a pas dérogé aux gestes mémoriels en entamant dimanche une visite de deux jours en Algérie, qui vise à concrétiser le "partenariat" conclu fin août par les présidents des deux pays.

Accompagnée de 15 ministres, Elisabeth Borne a été accueillie à son arrivée à l'aéroport Houari Boumediène par son homologue algérien, Aïmene Benabderrahmane.

À l'instar d'Emmanuel Macron en août, la cheffe du gouvernement français s'est rendue ensuite au Monument des Martyrs, haut lieu de la mémoire algérienne de la guerre d'indépendance (1954-1962) face à la France, pour y déposer seule une gerbe, avant d'admirer la baie d'Alger et de faire de même au cimetière Saint-Eugène, où reposent nombre de Français nés en Algérie.

Avec ses ministres, Elisabeth Borne a aussi déambulé dans le carré israélien du même cimetière, le dernier de la communauté juive d'Alger, qui fut l'une des plus importantes d'Afrique du Nord.

La question, sensible, de la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie ne figure cependant pas au cœur de la visite de Mme Borne. La commission d'historiens algériens et français, dont les présidents français et algériens avaient annoncé fin août l'installation prochaine pour examiner "sans tabou" les archives des deux pays, "est encore en cours de constitution", selon Paris.

Le président Macron avait estimé lors de sa visite à Alger que la recherche de "la vérité" et de "la reconnaissance" était plus importante que la "repentance" sur ces délicates questions mémorielles.

Il répondait ainsi indirectement aux critiques des nostalgiques de l'Algérie française tout en excluant une nouvelle fois de présenter des ex-

## Lutte contre le terrorisme : La France va aider la Guinée à sécuriser sa frontière avec le Mali



**La France a indiqué qu'elle apporterait une aide militaire à la Guinée pour que le pays puisse sécuriser sa frontière commune avec le Mali, a rapporté Africa Intelligence.**

**S**elon les informations rapportées par Africa Intelligence, le président de la Guinée, le colonel Mamadi Doumbouya, a demandé son assistance militaire à la France pour sécuriser ses frontières. Une demande à laquelle Paris a répondu favorablement. L'assistance militaire française devrait concerner le long de la frontière nord-est du pays ouest africain. Cette partie de la frontière guinéenne est celle que le pays partage avec le Mali en proie à des attaques terroristes.

C'est justement, selon le journal en ligne, pour arrêter la propagation en Guinée de groupes djihadistes opérant au Mali voisin, que Doumbouya a fait la demande et que la France a accepté d'apporter son aide. La question est de savoir si, à terme, la Guinée abritera une base française sur son territoire.

Source : Anadolu Agency

cuses très attendues à Alger.

Elisabeth Borne doit s'entretenir avec son homologue algérien pendant que les ministres de sa délégation auront eux aussi des échanges bilatéraux.

Puis les deux Premiers ministres présideront le 5e Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), dont la dernière édition remonte à 2017, à l'issue duquel des signatures d'accords sont prévues.

Une visite à Alger avait été envisagée en avril 2021 avec le prédécesseur de Mme Borne, Jean Castex et quelques ministres, mais elle avait été reportée à la dernière minute, dans un contexte de relations tendues avec l'Algérie.

AFP

## Doubahan Rachel Diarra : Réseau des femmes une trentaine de femmes leaders formées en féminisme



Dans le cadre de son projet « Féministes en action », le Réseau des femmes Alumini Yali-RAY a renforcé les capacités des présidentes d'associations sur la santé, droit sexuel de la reproduction et en mobilisation communautaire. Cette session s'est déroulée du 26 au 30 septembre 2022 à Bamako.

**D**urant 5 jours, ces femmes ont été formées sur différents modules notamment la promotion des méthodes contraceptives afin que celles-ci forment les membres de leurs associations respectives.

« Cette formation est l'un des volets de l'initiative "Musso Lafiale" ou femme épanouie en français qui sera mise en œuvre durant 10 mois au Mali avec pour thème "Décider de ma santé sexuelle et reproductive est aussi mon droit". Le projet Musso Lafiale rentre dans le cadre de Féministes en action, dirigé par un consortium de trois ONG internationales et de trois fonds féministes dont Care France comme chef de file », a informé Mme Jocelyne Marina Bolou, coordinatrice du projet Musso Lafiale.

Elle a indiqué que l'objectif de cette formation est de donner aux femmes leaders plusieurs éclaircissements sur le féminisme car, selon eux, en Afrique la notion de féminisme est sujet de plusieurs polémiques et de préjugés.

« Nous avons mis en place un planning de suivi et évaluation de la mission assignée aux formatrices. En effet, le Réseau des femmes Alumini Yali (RFAY) est une organisation non gouvernementale présente dans 16 pays de l'Afrique francophone. Sa mission est de créer un monde où les femmes et les filles ont les mêmes droits par la promotion et le plaidoyer pour les droits des femmes, du leadership et de l'entrepreneuriat féminin », a indiqué Yagaré Diakité, administratrice de RFAY.

« Nous avons appris plusieurs droits des femmes au cours de cette session et nous prévoyons beaucoup d'actions de sensibilisation pour l'adhésion d'autres à notre association », s'est réjoui Mariam Camara, participante, présidente de l'Association des femmes vivant avec handicap.

Fatoumata Kané / Source : Mali Tribune

## Libye : L'ONU condamne le "meurtre odieux" de 15 migrants



**L**a Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a condamné dimanche le "meurtre odieux d'au moins 15 migrants et demandeurs d'asile" dans la ville libyenne de Sabratha (ouest), appelant à "traduire les auteurs en justice".

Quinze corps de migrants, dont certains calcinés, ont été découverts vendredi sur la côte de Sabratha (à 70 km de la capitale Tripoli), un important point de départ pour des milliers de personnes qui cherchent chaque année à rejoindre les côtes italiennes.

"Onze corps calcinés ont été retrouvés à l'intérieur d'un bateau amarré et quatre autres corps portant des blessures ont été retrouvés à l'extérieur", a indiqué la Manul dans un communiqué.

"Bien que les circonstances exactes restent à déterminer, les meurtres auraient résulté d'affrontements armés entre trafiquants rivaux", selon l'ONU, qui a exhorté les autorités libyennes à "garantir une enquête rapide, indépendante et transparente pour traduire tous les auteurs en justice".

Ce drame "rappelle brutalement le manque de protection auquel sont confrontés les migrants et demandeurs d'asile en Libye, ainsi que les violations généralisées des droits humains perpétrées par de puissants réseaux de trafiquants et criminels", a déploré la mission onusienne. Selon des médias locaux, ces migrants, pour la plupart issus d'Afrique subsaharienne, ont été tués jeudi par des tirs à la suite d'une dispute entre passeurs.

Un des groupes de passeurs impliqué dans la querelle a ensuite mis le feu au bateau vendredi, selon les mêmes sources.

Le chaos qui a suivi la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 a fait de la Libye une voie privilégiée pour des dizaines de milliers de migrants venant d'Afrique subsaharienne, de pays arabes et d'Asie du Sud, désireux d'arriver en Europe via l'Italie.

Ces migrants sont la proie de trafiquants, quand ils ne meurent pas en tentant la périlleuse traversée de la Méditerranée, et la Libye est régulièrement épinglée par les ONG pour les mauvais traitements qui leur sont infligés.

Deux gouvernements appuyés par deux camps rivaux, dans l'ouest et l'est de la Libye, se disputent le pouvoir depuis mars.

Depuis le début de l'année, 14.157 migrants ont été interceptés et ramenés en Libye, selon un bilan de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) publié lundi dernier. Au moins 216 personnes sont mortes en tentant la traversée de la Méditerranée et 724 sont portées disparues et présumées mortes, d'après l'OIM.

AFP



## Hydrocarbures : La Grèce et l'Égypte rejettent l'accord turco-libyen

Les ministres des Affaires étrangères égyptien et grec ont jugé dimanche "illégal" le mémorandum de prospection d'hydrocarbures en eaux libyennes, signé entre le gouvernement libyen basé à Tripoli et la Turquie trois ans après un accord de délimitation maritime controversé.

"Cet accord menace la stabilité et la sécurité en Méditerranée", a estimé au Caire le ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias.

Tripoli, a-t-il encore accusé, "n'a pas la souveraineté nécessaire sur cette zone" pour sceller un tel accord qui est donc "illégal et non recevable".

En outre, a abondé son homologue égyptien Sameh Choukri, avec un mandat "expiré", "le gouvernement de Tripoli n'a pas la légitimité à signer des accords".

Depuis mars, deux gouvernements rivaux se disputent le pouvoir en Libye, dans le chaos depuis le soulèvement qui avait entraîné la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

Le mémorandum d'entente signé lundi dernier à Tripoli par une délégation turque de haut niveau intervient après la signature d'un accord de délimitation maritime en 2019 grâce auquel Ankara fait valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale.

La Grèce et l'Égypte mais aussi Chypre estiment que cet accord viole leurs droits économiques dans un secteur où de vastes gisements gaziers ont été découverts ces dernières années.



"Nous utiliserons tous les moyens légaux pour défendre nos droits", a prévenu M. Dendias.

L'UE dénonce depuis 2019 la nouvelle délimitation maritime et Paris a jugé le mémorandum entre Tripoli et Ankara "pas conforme au droit international".

En contrepartie de l'accord de 2019, la Turquie avait aidé le gouvernement à Tripoli à repousser en juin 2020 une offensive de son rival, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est libyen, pour prendre la capitale.

Ankara avait envoyé conseillers militaires et drones, infligeant une série de défaites aux forces du maréchal soutenu par la Russie et par des rivaux régionaux d'Ankara, notamment les Emirats arabes unis et l'Égypte. AFP

## Mali : L'armée dit enquêter sur des informations sur le meurtre de 53 civils

L'armée malienne a dit samedi avoir ouvert des enquêtes sur l'assassinat ou non de 53 civils dans le centre du pays, tout en dénonçant les entreprises de "désinformation" de certains médias. "Des enquêtes de gendarmerie ont été ouvertes pour confirmer ou infirmer les informations faisant état d'un présumé assassinat de 53 civils dans le village (de) Gouni-Habé", dit l'armée malienne au bas d'un communiqué de quatre pages détaillant ses opérations depuis fin septembre. Elle ne fournit aucune précision sur les événements eux-mêmes, ni sur la provenance des informations évoquées.

Radio France Internationale faisait état début septembre d'exactions imputées par de nombreuses sources locales selon elle aux soldats maliens, à des supplétifs russes et aux membres d'une communauté de chasseurs traditionnels dans le village de Nia-Ouro, non loin de Gouni-Habé, dans la région de Mopti.

RFI parlait de viols, d'abus sexuels, de vols et d'actes de pillage.

Nia-Ouro et les localités alentour, connues pour abriter des jihadistes de la Katiba Macina, affiliée à Al-Qaïda, a été le théâtre d'opérations de l'armée malienne pendant plusieurs jours.

La présence aux côtés de soldats maliens de mercenaires de la société privée russe Wagner, aux agissements décriés, est régulièrement rapportée. Mais la junte au pouvoir depuis août 2020 la démentent et parlent d'instructeurs de l'armée russe, dépêchés au nom d'une coopération



ancienne et revigorée.

L'armée malienne est de longue date accusée d'exactions, y compris par la mission de l'ONU déployée dans le pays. Les autorités répondent systématiquement veiller au respect des droits humains et diligenter des enquêtes s'il y a lieu. Les résultats de celles-ci ne sont pour ainsi dire jamais rendus publics. "L'état-major général des armées appelle une fois de plus à la vigilance et à la retenue contre ces velléités propagandistes, d'intox et de désinformation de certains médias dont le seul but est de semer le chaos, la haine, la division et la désolation au Mali", dit le communiqué de l'armée.

La remontée d'informations est très compliquée dans des zones reculées comme Nia-Ouro, quasiment inaccessibles pour des raisons d'infrastructures et de sécurité.

AFP



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>



# Journée mondiale de lutte contre la rage : Une synergie d'action pour éradiquer le mal

Le ministre du Développement rural Modibo Keïta, a présidé, le vendredi 7 octobre 2022, la 16ème édition de la journée mondiale de lutte contre la rage, dans la cour de la Direction régionale des Services Vétérinaires. C'était en présence du ministre de la Santé et du Développement Social, Mme Diéminatou Sangaré, du maire de la commune III du District de Bamako, du représentant Régional de l'Organisation Mondiale de la Santé, du représentant de l'OMS au Mali, du secrétaire permanent de la plateforme nationale « une Seule Santé », des directeurs, chefs de services centraux et régionaux du ministère du Développement rural et des responsables des structures nationales en charge de l'élevage, entre autres. Le thème retenu pour cette année est : "une seule santé, zéro mort".



**L**e but de cette journée est de sensibiliser les populations et de promouvoir l'élimination globale de la rage. La lutte contre la rage vise trois objectifs : prévenir l'émergence de nouvelles maladies, détecter précocement les nouvelles menaces, répondre rapidement et efficacement aux événements détectés.

La rage est l'une des zoonoses (maladie transmise de l'animal à l'homme), les plus meurtrières dans le monde. En effet, elle reste, plus de 120 ans après les premières vaccinations chez l'homme, la maladie infectieuse la plus constamment mortelle avec près de 60.000 décès par an, soit un décès toutes les 09 minutes, selon les statistiques de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS- 2018). La rage est

évitable à 100% chez les animaux et les humains et cela peut être obtenu, en vaccinant les chiens, en évitant les morsures de chien, en adoptant la prophylaxie post-exposition, en sensibilisant les communautés, en contrôlant les populations de chiens errants (conformément au bien-être animal). Il n'y a pas de remède contre la rage une fois que les symptômes se développent, les victimes de morsure meurent invariablement d'une mort lente et douloureuse. Par conséquent, la prévention doit être la voie privilégiée.

Issa Niambélé, maire de la commune III du District de Bamako, explique que la journée mondiale de lutte contre la rage est l'occasion de se rappeler qu'il est possible d'éradiquer la rage humaine grâce à la vaccination des ani-

maux. Cette journée constitue l'occasion pour nous de sensibiliser la population de la nécessité de vacciner les chiens en vue d'éradiquer cette maladie contagieuse.

Le représentant de la FAO, Mohamadou Mansour N'Diaye, s'est réjoui de l'engagement du Gouvernement malien à placer le secteur de l'élevage dans sa politique de lutte contre la pauvreté surtout en milieu rural. Puis de préciser que, l'élevage du Mali occupe le 2ème rang dans l'espace CEDEAO et contribue pour plus de 15% au PIB, 24% à la production du secteur rural, 80% environ aux revenus des populations rurales et près de 20% aux recettes d'exportation (INSTAT 2020).

Pour le ministre du Développement rural, Modibo Keïta, la rage est une maladie virale qui

affecte le système nerveux central des mammifères, dont l'homme. Elle est transmise par la salive lors d'une morsure, d'une griffure ou du léchage (d'une peau lésée ou d'une muqueuse) par un animal infecté. Une fois que les symptômes sont installés, la rage est malheureusement fatale, aussi bien chez les animaux que chez l'homme. L'Afrique porte un lourd fardeau de cette maladie. Ainsi, rien qu'en Afrique subsaharienne, on estime que 21 000 personnes meurent encore de la rage chaque année. Environ 99% des cas humains sont dus à des morsures de chiens infectés. La maladie est endémique au Mali. Elle a été confirmée dans plusieurs régions. **« Contrairement à de nombreuses autres maladies, nous disposons de tous les outils nécessaires pour éradiquer la rage. Oui, nous avons tous les outils nécessaires. En effet, la vaccination des chiens est la méthode la plus pérenne et la plus rentable (coût-bénéfice) pour interrompre le cycle de transmission de la maladie entre les animaux et les humains. En vaccinant 70% des chiens chaque année, la rage pourrait être éradiquée chez les chiens et le nombre de cas humains serait rapidement proche de zéro »**, a-t-il laissé entendre.

**La vaccination comme moyen de lutte !**

Selon le ministre du Développement rural, Modibo Keïta, réussir à éradiquer la maladie passe nécessairement par un engagement politique et social volontariste et à long terme, couplé d'un engagement communautaire responsable. Ainsi, le Mali à l'instar de l'ensemble des pays du monde s'est engagé dans le Programme mondial d'éradication de la rage transmise par la morsure de chien à l'horizon 2030, d'où l'élaboration et la mise en œuvre du Programme quinquennal (2019-2023). Des efforts sont déployés et se poursuivront sans nul doute dans la lutte contre cette maladie à travers des actions d'information, de sensibilisation, de vaccination gratuite des chiens, de formation des personnels des services vétérinaires, de la santé humaine et de l'environnement, de la population, à travers l'approche "Une seule Santé". « C'est pourquoi, des campagnes d'information et de sensibilisation des populations, couplées à la vaccination gratuite, seront menées concomitamment au niveau de toutes les régions afin d'améliorer le taux de couverture vaccinale par rapport à la rage. Au cours de l'année 2021-2022, 73 607 chiens et chats ont été vaccinés, 526 chiens déparasités. Cette journée commémorative de lutte contre la rage est l'occasion pour moi de procéder au lancement officiel de la campagne nationale de vaccination contre la rage au Mali. Elle va cibler les 70% de l'effectif total des chiens, soit 94 500 têtes sur l'ensemble

du pays », a-t-il renchéri.

Enfin, le ministre Modibo Keïta a souligné que les propriétaires de chiens doivent être davantage informés de leur responsabilité. Ils doivent également se joindre aux Services vétérinaires du Mali et se mobiliser massivement pour faire vacciner leurs chiens et chats, partout où les services de vaccination sont présents (public comme privé). « Cela permettra à notre pays d'être en phase avec le slogan 2022, à savoir "Une Seule Santé, Zéro mort". Ces engagements politique et communautaire, nous permettront, j'en suis convaincu, d'être au rendez-vous de l'éradication en 2030 de la rage transmise par la morsure de chien, avec les autres pays du monde », a-t-il assené.

Le représentant de la FAO au Mali, a mis à profit cette cérémonie pour offrir au ministère du Développement rural, un lot de matériels en vue de renforcer les capacités opérationnelles des services vétérinaires. Le lot est composé de 15 congélateurs électriques, 15 réfrigérateurs, 15 glacières, 250 casquettes, 550 shorts, 4000 carnets de vaccination, 2000 posters de sensibilisation de la population et un ordinateur. Le point saillant de cette cérémonie a été l'inoculation des premières doses de vaccins à quelques chiens présents par Modibo Keïta, ministre du Développement rural.

■ Ibrahim Sanogo





# Initiative « Main dans la Main » de la FAO : Une journée d'Information sur le Plan d'Investissement

La cérémonie de la rencontre d'information sur le Plan d'Investissement de l'initiative « Main dans la Main » au Mali, a été présidée, le jeudi 6 octobre 2022, par le ministre du Développement rural, Modibo Keita, au CICB (Développer sigle). On notait la présence de Mamadou Mansour N'Diaye, représentant de la FAO au Mali, les représentants du système des Nations Unies au Mali, des représentants des partenaires techniques et financiers, des acteurs de la coopération bilatérale, des élus locaux et les organisations de la société civile, des représentants des services techniques et du secteur privé.



Il faut souligner que « Main dans la main » est une initiative des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui vise à accélérer la transformation agricole et le développement durable. Elle contribue à l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes. Il s'agit d'un projet financé à hauteur de 36.272.000.000 FCFA.

Au menu de cette rencontre : les choix d'investissements les mieux adaptés tenant compte des spécificités nationales, des opportunités d'investissement à saisir sur le plan interne et externe permettant de mobiliser de façon conséquente les ressources et les moyens humains, techniques, logistiques, mais aussi, créer de l'attractivité pour le secteur privé, adapter l'approche d'intervention à l'objectif d'inclusion socioéconomique des exploitations familiales et des petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que des initiatives entrepreneuriales, définir les stratégies permettant de renforcer la résilience des systèmes de production face aux effets du changement climatique.

Le représentant de la FAO Mansour N'Diaye a saisi cette rencontre pour exprimer ses remerciements pour la contribution des participants aux échanges. « Cette initiative vise surtout à travailler avec des pays qui sont en train de mettre en œuvre les objectifs du développement, en particulier l'objectif du développement 1 sur la pauvreté à éliminer, et l'objectif de développement 2 sur la faim et la malnutrition également à éradiquer sous toutes ses formes. C'est une initiative qui vise à répondre à un besoin critique dans les opérations de développement en milieu rural », a-t-il dit.

Le ministre du Développement rural, Modibo Keita dira que cet important atelier offrira l'opportunité de présenter les résultats atteints par le programme, d'échanger sur les voies et moyens d'une opérationnalisation réussie de l'initiative, d'informer sur le forum de l'investissement à Rome et d'obtenir l'adhésion et l'engagement de tous les partenaires intéressés. D'une part, de multiples défis auxquels se heurte le secteur agricole au Mali et béné-

ficiant, d'autre part, de l'accompagnement de nombreux partenaires, la FAO a retenu le Mali au titre des pays pilotes de la nouvelle Initiative Main dans la Main, lancée en 2019.

Le ministre Keita a, aussi, rappelé que la vision du département du Mali s'appuie sur deux piliers à savoir la modernisation des exploitations agricoles familiales orientées vers le marché et l'intensification, la diversification la création de synergies intersectorielles dans les grands bassins de production agricoles en vue d'assurer le développement des agropoles connectés au marché national, régional et international.

Enfin, il a remercié la FAO et tous les partenaires techniques et financiers qui assistent le gouvernement du malien à travers le financement et la mise au point d'approches novatrices permettant la sécurisation des moyens d'existence des populations.

■ Ibrahim Sanogo

# 6ème édition du forum Italia-Africa-Business-Week : Le Mali à l'honneur !

En prélude à la 6ème édition du forum Italia-Africa-Business-Week en Italie, prévue du 16 au 17 novembre 2022, le ministère de l'Industrie et du Commerce à travers l'Apex, a tenu le jeudi 6 octobre 2022, une réunion préparatoire de la participation du Mali à ce grand rendez-vous. La réunion était présidée par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, en présence de l'ambassadeur de l'Italie au Mali, Stefano Antonio Dejak. Le thème principal de cette édition est : Africa Next Generation : the challenge of green and digital transformation.



**L**e forum Italia-Africa-Business-Week est une rencontre multisectorielle couvrant les domaines d'activités à fortes potentialités : agriculture, textiles, mode, énergie renouvelable, biomédical, infrastructures, transport, télécommunications, banque et assurance etc.

Le Forum vise à jeter les bases d'une coopération économique et commerciale entre l'Italie et l'Afrique qui se concentre sur les petites et moyennes entreprises (PME) en tant que colonne vertébrale de l'économie italienne, ainsi que celle de l'Afrique, ajoutera SEM l'Ambassadeur Stefano et Dejak, selon qui, la coopération sera basée sur l'entrepreneuriat et la formation professionnelle, afin d'atteindre les objectifs de développement durable.

La 6ème édition du Forum Italia Africa Business Week réunira outre, des dirigeants politiques, des décideurs, des Capitaines d'industries africains et européens pour discuter des meilleures pratiques, des alliances et des solutions concrètes pour le développement durable, les investissements verts et la reprise post COVID-19.

Au programme, il est prévu l'organisation d'une journée dédiée au Mali et la présentation du potentiel économique, commercial, culturel

et artistique de notre pays. En termes d'opportunités économiques et commerciales, le Forum de cette année sera l'occasion de développer des réseaux d'entreprises transnationales pour promouvoir les investissements dans des activités durables et accroître le commerce de biens et services durables grâce à l'intermédiation et à la collaboration d'entreprises et de réseaux sociaux et culturels de la diaspora malienne en Italie.

Ce grand forum vise à renforcer un lien de coopération économique et commerciale entre l'Italie et les pays de l'Afrique, lien qui repose sur l'entrepreneuriat et la formation professionnelle des femmes et des jeunes.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed a mis l'accent sur l'importance de la participation de notre pays à cette foire qui marque le début d'un partenariat gagnant-gagnant. **« Aujourd'hui, le marché italien est l'un des marchés le plus important du monde. Nous avons une opportunité de l'explorer, de rentrer dans ce marché et s'installer, parce qu'il y a des travailleurs, des gens qui sont disponibles à mieux connaître non seulement notre pays mais aussi nos produits qui intéressent l'Italie. Nous ne voulons**

**plus que nos produits passent par un autre pays européen pour l'Italie. C'est à vous de les rassurer d'être agressif vis-à-vis d'eux pour que vous soyez mieux représenté, que vous vendez bien vos produits et que vous aillez des interactions très dynamiques avec vos partenaires italiens et que le peuple italien sache que le Mali à passer dans cette foire »**, a-t-il insisté.

Selon Stefano Antonio Dejak, l'ambassadeur de l'Italie au Mali, son pays a développé une expertise dans le domaine de transformation de la filière agricole, des énergies renouvelables et dans la transition verte. Cette expertise pourrait être utile pour le développement de certains secteurs prioritaires du programme du développement des exportations de produits (mangue, beurre de karité, gomme arabique, sésame, gingembre...). 30-40 entrepreneurs représenteront notre pays gratuitement à ce forum. Par ailleurs, l'Italie compte investir 6 millions d'euros au Mali sur la formation professionnelle.

Aminata Dagnon



# Militarisation de la police et de la protection civile : Quels impacts ?

**Le Conseil des ministres du mercredi 5 octobre a adopté un projet de loi portant militarisation de la police nationale et de la protection civile. La mesure, qui s'inspire des résolutions des Assises nationales de la refondation, en plus d'étouffer l'effectif sur le front, sera une aubaine pour la Transition, d'une pierre deux coups, à savoir : résoudre des problèmes liés à la grille unifiée ; et de mettre fin au syndicalisme en outrance dans ces deux corps.**

**A**ngoissé par l'insécurité entretenue par des groupes terroristes opérant dans plusieurs localités où ils imposent leur diktat à la population civile, le gouvernement de la transition a décidé de militariser deux corps paramilitaires à savoir : la police nationale et la protection civile.

Ce mercredi, un communiqué du Conseil des ministres annonce la décision qui permettra de déployer la police nationale dans les zones reconquises par l'Armée afin d'y assurer la sécurité des populations et de leurs biens et empêcher le retour des forces du mal.

Elle est étendue à la protection civile, ajoute le communiqué, qui constitue « le deuxième segment du ministère de la Sécurité et de la protection civile avec la police nationale pour permettre de couvrir les arrières des forces engagées au combat en vue de préserver les acquis et sécuriser l'Administration et les populations ».

Si cette décision s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions des Assises nationales de la refondation tenues en décembre 2021, elle permettra aux autorités de notre pays de résoudre des problèmes auxquels elles font face, notamment l'application de la grille unifiée à tous les agents de l'État et la création en outrance des syndicats au niveau de ces deux corps. Ces derniers, police nationale et protection civile, se sentant exclus, marginalisés sont montés au créneau plusieurs fois pour réclamer l'application de la grille unifiée à leur corps conformément à la loi.

« On a fait cette grille en fonction de la grille des autres travailleurs de l'administration de l'État et en fonction des autres corps. Conformément à la politique du gouvernement, la grille a été élaborée en tenant compte du di-

plôme et du grade. À diplôme égal, salaire égal. Et même traitement pour les éléments du même grade », a indiqué le sergent-chef Ibrahim KEITA, l'un des syndicalistes lors d'une assemblée générale tenue en avril 2022. Pour lui, « le principe d'équité d'uniformisation de la grille n'a pas été respecté », puisqu'il se trouve, avait-il commenté, que la différence entre les grilles est énorme au détriment de la police.

« Nous sommes tous des Maliens. Nous bénéficions du même droit. Ce combat d'équité, nous allons le mener jusqu'au bout. Nous allons répondre face à l'histoire. Nous allons revendiquer dans le respect strict de la loi de la république », avait insisté le syndicaliste.

À la protection civile, le même combat était porté par les responsables syndicaux de ce corps. À cet effet, lors de son point de presse du 15 septembre dernier, le secrétaire général du syndicat de la protection civile, Karim GUI-LAVOGUI a affirmé que si des fonctionnaires bénéficiaient déjà des avantages liés à l'uniformisation de la grille, elle n'était pas effective pour les sapeurs-pompiers.

« Nous constatons une volonté manifeste de ne pas adopter cette grille. L'administration est une logique de faire perdre du temps en faisant semblant d'agir », avait déploré M. GUI-LAVOGUI.

La décision va ainsi mettre fin au bras de fer qui était en gestation, car, selon le projet de texte, « les fonctionnaires de la Police nationale et de la Protection civile engagés en opération bénéficieront des mêmes avantages que les autres militaires » et d'apaiser la grogne sociale avec les multiples revendications des syndicats en stand-by.

Par ailleurs, pour la protection civile, c'est la fin de course pour l'adoption d'un statut par-



ticulier pour ce corps, un combat de plusieurs mois.

Cependant, dans les deux cas, cette militarisation va mettre fin au syndicalisme à la police et la protection civile qui comptent, en tout, plus d'une dizaine de mouvements de revendications. Ainsi, c'est la fin des communiqués et des assemblées générales à caractère syndicaliste, pour des responsables de ces corps prompts à agir, non de la liberté syndicale. Pour de nombreux observateurs, la création en outrance des syndicats à la police a contribué à l'indiscipline dans l'exécution des ordres et des missions. Le projet de loi, s'il est adopté par le Conseil national de transition (CNT), viendra mettre fin à « ce désordre », selon plusieurs Maliens.

La décision aura aussi l'avantage, selon un officier qui a requis l'anonymat, de combler le vide d'effectif dans certaines zones d'insécurité et la ligne de front. Certes, souligne-t-il, la police est présente dans des zones avancées, mais elle ne participe pas à la traque des terroristes.

En saluant la mesure, pour notre interlocuteur, cette décision aurait dû être prise par le régime de feu Ibrahim Boubacar KEITA pour renforcer la lutte contre le terrorisme dans le pays et freiner l'avancée de ces groupes. « Aujourd'hui, la police nationale est très équipée, elle peut valablement jouer la mission de la défense du territoire nationale, outre le maintien d'ordre », a affirmé notre source.

PAR SIKOU BAH  
Source : InfoMatin



## Lutte contre le terrorisme : Les FAMA neutralisent un commandant de Koufa et une quarantaine de terroristes

**L'État-major général des armées informe que les FAMA, dans le cadre du plan Maliko et de l'opération Keletigui, et ce, malgré les contraintes liées à la période hivernale, continuent d'engranger des résultats spectaculaires. En effet, selon un dernier communiqué hebdomadaire en date du 7 octobre 2022, les Force armées ont mené plusieurs opérations ayant permis la neutralisation d'une quarantaine de terroristes dont un commandant d'Amadou Kouffa.**

**L**es Forces armées maliennes (FAMA) gagnent du terrain dans la lutte contre le terrorisme. Le communiqué hebdomadaire de l'état-major général des armées, publié le 7 octobre, fait le point de situation sur le terrain.

Le document révèle l'interpellation, le 27 septembre dernier, de 5 suspects terroristes à la foire de Sofara, Région de Mopti parmi lesquels Alhadji Diakité, connu sous le nom d'Abou Anass. Le suspect est présenté comme « un responsable de la Katiba Macina commandant les secteurs de Sofara et Bandiagara ». Il a été interpellé avec un autre suspect, Amadou Diakité, « responsable de la Katiba Macina, commandant les secteurs de Quenkoro et Mafouné », selon l'armée.

« Le 29 septembre 2022, une action aéroportée dans le secteur de Ganguel, cercle de Djenné, Région de Mopti a fait le bilan d'un (1) blessé léger FAMA, 2 terroristes neutralisés, 4 motos, une (1) pirogue et un (1) un hameau détruits ; 02 motos, plusieurs armes, des chargeurs de PM, des talkies walkies, des commandes à distance et des objets divers, récupérés.

Du 03 au 05 octobre 2022, des patrouilles d'opportunité menées et appuyées par des frappes aériennes dans le secteur de Tiemaba et Bamada, cercle de Niono à la recherche d'un groupe terroriste en mouvement et auteur de harcèlement contre les populations civiles ont fait un bilan de 31 terroristes neutralisés, 02 bases et plots logistiques détruits, de même que tous les matériels lourds », indique le communiqué l'armée.

L'état-major souligne également que le 03 octobre 2022, des frappes aériennes ont ciblé une position terroriste dans le secteur de Saré Dina, situé à 12km au Nord - Est de Kouakourou. Le lendemain, à Sofara, une fouille de la

localité a permis d'interpeler 33 présumés terroristes. Les enquêtes en cours ont pu identifier formellement 15 terroristes recherchés et fichés dans les bases de données, précise la source militaire.

La recherche de suspects terroristes étrangers en recrutement de locaux dans le secteur de Diabaly s'est poursuivie, le 05 octobre 2022, avec la localisation d'objectifs ciblés par des tirs d'artillerie, apprend-t-on.

Une mission de reconnaissance offensive FAMA a interpellé 04 suspects terroristes, le 6 octobre, dans le secteur de Konna, région de Mopti. Le même jour, plusieurs suspects ont été interpellés, des véhicules et des munitions, des batteries et divers objets de fabrication d'engins explosifs improvisés saisis dans la localité de Dienguéni - Foulbé et Gouni - Foulbésituée à 32 km au Nord - Est de Sofara contre une base de la Katiba Macina.

En ce qui concerne les régions de Gao et Ménaka, la priorité opérationnelle a porté sur la collecte de renseignements sur les terroristes responsables d'exactions contre les populations. Ainsi, le communiqué annonce la récupération de 03 tricycles et 05 motos de même que plusieurs pièces de rechange, le 26 septembre 2022, suite à un raid FAMA aux alentours de la mare de Tessit.

Des frappes sur 02 plots logistiques terroristes dans la forêt refuge de Fitilli au Sud de Tessit avec un bilan de 08 terroristes neutralisés, plusieurs blessés et la destruction d'importants matériels sont annoncées le 27 septembre. Une mission d'escorte de 160 véhicules civils a été prise à partie par des hommes armés, le 1er octobre, dans les environs de

Fafa, Région de Gao, avec un bilan de 06 blessés et 04 camions endommagés.

Du 03 au 06 octobre 2022, les FAMA ont mené des patrouilles de réassurance des populations suivies des actions civilo - militaires dans le secteur de Djebok, région de Gao. Mais également à 20 km au Nord et au Nord - Est de Ménaka.

Les FAMA ont consolidé, le 05 octobre 2022, la plateforme aéroportuaire de Gao, suite au crash du Sukhoi - 25 en vol d'entraînement et de réassurance des populations. La précision de renseignements a permis l'interpellation, le 07 octobre 2022, d'un suspect terroriste d'origine étrangère, indique le communiqué.

Dans le secteur de Koutiala, le 04 octobre 2022, les FAMA ont procédé à l'interpellation d'un grand terroriste logisticien recherché. Une patrouille de réassurance des populations a été conduite, le 6 octobre, dans le village de Toumanibougou, cercle de Kati.

Deux engins explosifs improvisés (EEI) ont été découverts et détruits, le 7 octobre, à environ 700 m du village de Guiré, Région de Nara. La recherche des renseignements a continué sur les secteurs de Mourdiah et Kaloumba en vue de retrouver des terroristes auteurs de la pose d'EEI contre un convoi logistique sur l'axe Nara - Kwala, le 02 octobre 2022.

Aussi, l'état-major général des armées « appelle, une fois de plus, à la vigilance et à la retenue contre ces velléités propagandistes, d'intox et de désinformation de certains médias dont le seul but est de semer le chaos, la haine, la division et la désolation au Mali ».

■ Binadjan Dombia





# Bientôt la rentrée académique 2022-2023



*Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité*  
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest  
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109  
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



[ucao.uuba@gmail.com](mailto:ucao.uuba@gmail.com)



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



[www.ucao-uuba.org](http://www.ucao-uuba.org)

## CNPM : Une grosse épine dans les pieds de Mossadek Bally

Élu il y a à peine une dizaine de jours, le nouveau président du Conseil National du Patronat Malien est rejeté par les camps Diadié Sankaré et Mamadou Sinsy Coulibaly alias Madou Coulou. Un collectif proche des deux principaux protagonistes dans la crise que traverse le secteur privé a indiqué qu'un « non-membre ni du Cnpm ni d'un groupement ne peut pas être président ».

**A**près des conférences de presse annonçant leur refus de le reconnaître, le Collectif des groupements professionnels et conseils patronaux de régions, membres du Cnpm, rejette le bureau dirigé par Mossadek Bally.

En effet, il a entrepris d'approcher les acteurs du secteur privé pour connaître leurs positions. Dans cette démarche, il a rencontré, vendredi, Diadié Sankaré.

Après la rencontre, la vice-présidente du Collectif a déclaré : « **Nous ne savons quel type de bureau a été mis au patronat. Nous ne savons pas comment il a été élu. Les textes disent clairement que ceux qui ne sont pas membres du CNPM ou d'un groupement ne peuvent pas être élus. Or, celui qu'ils disent avoir élu a dit à la télévision qu'il n'est pas membre du Patronat en-**

**core mois d'un groupement. Il dit être appelé par certains individus. Ce bureau ne représente pas le secteur privé malien** ». Ces propos de Mme Simpara Assitan Keïta ont été appuyés par Oumar Diouara. Selon lui, le bureau de Mossadek Bally est illégitime. « **Un bureau n'a pas été élu. Des gens ont été nommés par certains individus. Ce sont certains membres de l'administration qui l'ont démarché pour qu'il soit président du CNPM. Nous avons déjà refusé l'administration provisoire. Donc, nous ne reconnaissons pas ce bureau. Il ne peut pas travailler au nom du Patronat du Mali** », a-t-il laissé entendre.

Pour sa part, le représentant des Conseils patronaux des régions a affirmé : « Beaucoup de régions n'ont pas participé à l'assemblée qui a élu Mossadek Bally ». Selon lui, c'est la pre-

mière fois qu'un non-membre du CNPM en est élu président.

Pourtant, après son élection, Mossadek Bally a promis de rassembler les acteurs du secteur privé malien. « **C'est le temps de rassembler. Et notre bureau tend la main à tous les ressortissants du secteur privé, sans exclusion. C'est le temps de se projeter vers le futur. Parce que le pays se porte très mal. Donc, notre économie se porte très mal, nos entreprises se portent très mal, et c'est le temps maintenant de se projeter sur comment relever notre pays, notre économie, nos entreprises. C'est le temps pour nous, en tant qu'organisation faitière du secteur privé, de défendre nos intérêts** », a indiqué M. Bally.

Mossadek Bally peut-il réussir son combat pour le rassemblement des patrons maliens ? C'est la question qui taraude désormais l'esprit de plus d'un observateur. Son initiation en faveur du secteur privé malien est bonne. Sa volonté de faire oublier la crise qu'a connue le Patronat malien aussi. Mais peut-il réussir ? Très difficile combat. Bally semble mal parti, surtout avec cette opposition à sa présidence.

Anguimé Ansama





## Affaire 49 soldats ivoiriens : L'imbroglio autour de leur libération

Depuis le week-end, plusieurs sont les internautes des deux pays, le Mali et la Côte d'Ivoire à s'interroger sur la libération des 46 militaires ivoiriens détenus à Bamako et qualifiés de « mercenaires ». D'aucuns annoncent leur libération et affirment qu'ils seraient déjà à Lomé ; alors que d'autres annoncent que les militaires sont toujours à Bamako...

Le président ivoirien, Alassane Ouattara a indiqué, vendredi, 7 septembre 2022 à Abidjan, que les « choses évoluent bien » dans les négociations pour la libération des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali. Il s'exprimait lors d'un point de presse animé avec son homologue Bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, en visite en Côte d'Ivoire.

« Les choses évoluent bien. Et nous pensons que très rapidement, nous aurons sans doute un heureux aboutissement », a déclaré Ouattara.

Et d'ajouter : « Le président Embaló nous fait l'honneur de venir pour que nous puissions échanger sur la situation dans la sous-région. Notre sous-région a de grandes difficultés en ce moment ; que

ce soit pour le Burkina récemment, le Mali comme la Guinée. J'ai profité de l'occasion pour indiquer au président notre souhait d'avoir de bonnes relations avec tous nos voisins et de tout faire pour qu'il y ait la paix et la sécurité dans la sous-région, ainsi que notre volonté de contribuer à l'apaisement de la situation dans nos différents pays ».

Le président en exercice de la CEDEAO, Umaro Sissoco Embaló, président de Guinée-Bissau, a déclaré qu'il est venu informer le président Ouattara du report du sommet de la CEDEAO initialement prévu à Dakar du 13 au 14 octobre.

Avant la visite du président en exercice de la CEDEAO, Umaro Sissoco Embaló, M. Ouattara

avait rencontré la veille à Abidjan le président togolais Faure Gnassingbé, médiateur dans le dossier de ces soldats arrêtés le 10 juillet à Bamako à leur arrivée à l'aéroport. Le président Togolais serait allé pour faire le point au Président ivoirien sur l'évolution du dossier des soldats arrêtés à Bamako.

Il faut rappeler qu'Abidjan et l'ONU affirment qu'ils devaient participer à la sécurité du contingent allemand des Casques bleus au Mali, mais les autorités maliennes les considèrent comme des « mercenaires » venus attenter à la sûreté de l'Etat. Huit jours auparavant, une mission de haut niveau dépêchée au Mali par la CEDEAO a rencontré le président de la transition malienne, le colonel Assimi Goïta, pour tenter de dénouer la crise diplomatique avec la Côte d'Ivoire. « Les choses vont s'arranger par la volonté de Dieu », avait alors affirmé un haut responsable malien. Invoquant les efforts de différents intervenants, il avait ajouté : « Nous n'allons pas les décevoir ».

Observons que, depuis la mission de médiation de la (CEDEAO) jeudi dernier, aucun chef d'Etat africain parmi ses membres, n'a réagi encore moins la CEDEAO sur le dossier des militaires ivoiriens.

■ Binadjon Dombia



# Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État : Les représentants de la Haute Administration outillés

Dans le cadre du démarrage du mécanisme de mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État, le Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, M. Ibrahim Ikassa MAIGA a échangé avec les représentants de la Haute Administration, des Institutions et Autorités administratives indépendantes. C'était le vendredi 07 octobre 2022, au Centre Internationale de Conférences de Bamako (CICB).



**A**cette occasion, le Commissaire au Développement Institutionnel Yehia Ahmed a fait un exposé du contenu du cadre stratégique de la Refondation de l'État. Dans le cadre de la rectification de la Transition intervenue en juin 2021, un Plan d'Action du Gouvernement de Transition (PAGT), adopté le 02 Août 2021 par le Conseil National de Transition (CNT), a prévu comme axes prioritaires : la réalisation de réformes globales de refondation, sur des bases consensuelles et inclusives. C'est dans ce contexte que les Assises Natio-

nales de la Refondation (ANR) se sont tenues du 11 au 30 décembre 2021 aux niveaux communal, local, régional, national et dans les pays étrangers de forte concentration de maliens. Au terme des Assises, 517 recommandations ont été formulées pour traduire les aspirations profondes des maliens pour un Mali nouveau. Dans ce contexte, un avant-projet de document de cadre stratégique de la Refondation de l'État (CSRE 2022-2031) a été élaboré par le Ministère de la Refondation de l'État, sur la base d'une approche participative et inclusive, avant son adoption par le Conseil

des ministres suivant le Décret N°2022-0453/PT-RM du 10 août 2022.

L'objectif général du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État est d'assurer un véritable processus de refondation du Mali à travers la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la refondation.

Dans son discours, le ministre de la Refondation de l'État a mis un accent particulier sur le rôle des représentants de la Haute Administration, des Institutions et Autorités administratives indépendantes, dépositaires de l'Administration. « **En tant que dépositaire**





de l'Administration ; épine dorsale de l'action gouvernementale, c'est sur vous que nous comptons pour la satisfaction du devoir de redevabilité des hautes autorités transition et le respect de l'engagement pris vis-à-vis de nos concitoyens et de tout le peuple malien à travers une mise en œuvre efficiente du plan d'action de la refondation de l'Etat », a-t-il déclaré. « Considérez-vous, chacune et chacun, comme un soldat en mission commandé du peuple ; déjà que, l'une des actions

prioritaires du cadre stratégique de la refondation de l'Etat appelle à une instauration du service militaire obligatoire pour toutes les nouvelles recrues de la fonction publique. Désormais c'est la fonction publique générale qui sera un corps paramilitaire et cela a tout son sens, parce que nous avons vu aujourd'hui la profondeur de la crise qui nous a atteint. Cela veut dire que désormais, nous devons être aux avant-gardes pour prendre soin de l'Etat et de notre

peuple à tous points de vue », a-t-il précisé.

Aussi, il n'a pas manqué de souligner que c'est l'action coordonnée de toutes les forces vives maliennes qui permettra de relever le défi de la refondation. « **Je suis au demeurant persuadé que la synergie d'action de toutes les forces vives maliennes nous permettra de relever le défi de la refondation pour un Mali souverain et émergent que nous appelons le Malikura** », a-t-il assuré. Pour rappel, lors de la remise du document du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat assorti de ses Plans d'actions (CSRE 2022-2031), en versions physique et numérique, à Monsieur le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye MAIGA, il a salué la volonté d'associer tous les acteurs à une saine appropriation par la Haute Administration, tous les agents publics, ainsi que les toutes les Forces vives maliennes impliquées dans les mécanismes de mise en œuvre des actions prioritaires du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat, pour leur mise en œuvre efficiente et efficace, actions du CSRE dont l'essentiel concerne et interpelle d'abord, nous les Maliens vers un changement de vision, de comportement individuel et de comportement dans la gouvernance de notre Nation.

■ Maffenin Diarra





## Diplomatie : La politique étrangère du Mali au fil des âges

**De 1960, date de son accession à la souveraineté nationale et internationale à nos jours, le Mali, a connu plusieurs politiques étrangères dont nous proposons, un résumé descriptif et analytique.**

**S**e définissant comme la politique menée par un Etat vis-à-vis des pays étrangers, la politique étrangère a pour objectif de fixer les rapports avec les autres Etats, notamment au niveau de la coopération internationale, commerciale, diplomatique et militaire. Les diplomates sont chargés de la mise en œuvre de la politique étrangère, décidée par les autorités politiques.

Pour ce qui est du Mali, le pays depuis son accession à la souveraineté nationale et internationale, a connu différentes politiques étrangères. Celle-ci est bâtie autour des grands principes tels que la neutralité ou « le non-alignement » la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, le respect de son intégrité territoriale, son indépendance et sa souveraineté nationale. Ces principes qui orientent l'action diplomatique du Mali ont été

appliqués différemment par les différents régimes qui se sont succédé à la tête du pays de 1960 à nos jours.

Quelles sont les différentes évolutions de la politique étrangère du Mali ? Ont-elles toujours été les mêmes pour tous les régimes ? Telles sont les quintessences de notre développement pour aborder cette thématique d'une brûlante actualité dans le contexte politique actuel et pour laquelle, nous diviserons notre réflexion en deux parties. Ainsi, la première partie sera consacrée à la politique étrangère sous la Première République (1960-1968) et la deuxième partie, à ses évolutions, de la deuxième République à nos jours (1968-2022).

### La Politique étrangère sous la Première République (1960-

#### 1968) Equilibre Est Ouest

La Première République consciente de la nécessité de diversifier son partenariat stratégique et dans le souci d'éviter de prendre parti dans le conflit entre les pays de l'Ouest et de l'Est, qui a vu le monde bipolarisé entre deux grands blocs (Bloc occidental et soviétique), s'est inscrite dans la politique de non-alignement et de neutralité. Cela conformément au sommet des non-alignés tenu à Belgrade en 1962.

C'est ainsi qu'en dépit des relations franco-maliennes, qui constituent un secteur clé de ses relations internationales, il s'efforça de maintenir l'équilibre Est Ouest.

Après la période de tumulte dans les rapports franco-maliens liés à la dislocation de la Fédération du Mali dont les autorités maliennes rendaient la France responsable, le Mali renoue avec la France. Et entama avec celle-ci le 12 janvier 1962, la deuxième phase des négociations monétaires. Un accord définissant la coopération économique, financière et culturelle au terme de 15 jours de négociations paraphé en France est signé à Bamako entre les deux pays.

En 1965, se tient à Bamako sous les auspices de la France, la Conférence des ministres de



l'éducation de l'Afrique Francophone.

Le 5 novembre 1960, les Etats-Unis proposent une aide au Mali, au moment où Jean Marie Koné à la tête d'une importante délégation malienne se trouvait à Prague. Cette aide fut matérialisée par l'arrivée de ciments, véhicules, produits pétroliers gracieusement offert par les Etats -Unis comme en atteste le communiqué conjoint.

En outre, au terme d'une visite de dix jours en Israël en novembre 1960, Jean Marie Koné, signa au nom et pour le compte du Mali, trois accords de coopération avec l'Etat Juif.

Pour éviter que l'Afrique ne soit divisée entre l'Ouest et l'Est, le Président Modibo Keita et ses compagnons, signèrent des accords commerciaux avec la République Populaire de Chine. Mieux, le Premier Chinois, Chou Enlaid est reçu à Bamako en Janvier 1963 où des accords de coopération économique sont signés entre les deux parties. Dans la même lancée, des accords de coopération ont été signés avec l'Union des Républiques socialistes et Soviétiques (URSS) promettant un prêt de 40 millions de roubles. Pour susciter des relations de coopération avec l'Ukraine, le Président Modibo Keita se rend en Crimée en octobre 1965.

### Une politique africaine résolument progressiste.

Au delà du principe de non-alignement, le Mali mena de 1960 à 1968, une politique étrangère résolument progressiste. En atteste le rôle déterminant qui fut le sien pour la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) le 25 mai 1963.

Aussi, a-t-il, reconnu dès février 1961, le Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne (GPRA) et fait de son territoire une base arrière pour les combattants du Front de Libération Nationale de l'Algérie (FLN). Au même moment, il reconnaît le Gouvernement installé à Stanleyville par Antoine Gizenga, comme seul Gouvernement légal du Congo à l'exclusion de tout autre.

Toujours inscrite dans la foulée progressiste et panafricaniste, le Mali, rompt ses relations diplomatiques avec l'Angleterre pour protester contre l'attitude de celle-ci dans l'affaire rhodésienne (Ancêtre du Zimbabwe).

De par son action diplomatique, il a résolu la crise entre l'Algérie et le Maroc (la guerre des

sables) en octobre 1963.

Sur le plan Ouest-Africain, la première République tente de normaliser les rapports avec le Sénégal, après la douloureuse parenthèse de l'éclatement de la Fédération du Mali. Pour ce faire, un accord est signé en février 1963, consacrant la suppression de visas entre les deux pays, le principe de la réouverture de la voie ferrée Dakar-Niger et 5 accords sénégalomaliens scellant la réconciliation définitive.

### La Deuxième République ou la période militaire (1968- 1991) La junte entre continuité et changement.

Sous la deuxième République, la politique étrangère du Mali, n'a fondamentalement pas changé. Les nouvelles autorités (Comité Militaire de Libération Nationale) tentent de maintenir tant bien que mal, le principe du non-alignement, et de non ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Dès les premières heures du coup d'Etat (mars 1969) le capitaine Yoro Diakité, l'un des hommes forts du régime, entreprend une visite en France pour expliquer à celle-ci les motivations et les conséquences du putsch. En Janvier 1970, le secrétaire d'Etat aux affaires Etrangères Yvon Bourges, est reçu à Bamako. Dans le cadre des relations amicales et fraternelles avec la France, le général Moussa Traoré, se fait invité par le Président Georges Pompidou du 24 au 28 avril 1972. Suite à des discussions bilatérales avec la France en Septembre 1972, à travers le secrétaire d'Etat aux affaires Etrangères Pierre Billecocq, les accords franco-maliens sont reconduits pour une période de cinq (5) ans. L'excellence des relations entre le Mali et la France, se manifesta par la visite du Président Valéry Giscard d'Estaing, du 11 au 13 février 1977 à Bamako. Laquelle donna une impulsion nouvelle à la coopération entre les deux pays.

Dans le cadre de cette coopération, la France avait au Mali en 1978, 317 coopérants dont 192 dans l'enseignement et accorda 211 bourses universitaires et 121 bourses de stages aux étudiants maliens au cours de l'année scolaire 1975- 1976.

Parallèlement à la France qui était son principal partenaire commercial sous le régime militaire en 1980, assurant à elle seule 37, 5 % de ses importations, l'aide française repré-

sentait en 1974, 29% de l'ensemble des aides bilatérales et 20% de l'aide extérieure totale estimée à 600 millions de Francs et demeurait plus importante que celle de l'Allemagne, des Etats Unis, du Canada, de la Chine, et de l'Union soviétique, des relations bilatérales existaient avec d'autres pays, notamment la Chine et l'Union Soviétique... Celle-ci intervenait surtout dans le cadre de la formation, la modernisation, l'équipement de l'armée, le développement aéronautique et l'exploitation minière (mine de Kalana).

Présent dans l'assistance technique avec plus de cent coopérants évoluant dans l'enseignement, elle offra plus de 400 bourses au Mali, qui disposait de plus de 5 000 cadres formés par l'Union Soviétique ou dans un de ces pays satellites. Avec la Chine, la coopération concernait l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire.

Sur le plan africain, le Mali a continué de s'inscrire dans le camp des pays progressistes. A l'instar de tous les Etats Africains, il rompt ses relations diplomatiques avec l'Israël en janvier 1973, par solidarité avec les pays arabes membres de l'OUA. Et milite dans divers regroupements régionaux à caractère technique. Membre de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) de l'Organisation pour la mise en valeur de la Vallée du Niger (OMVN) de l'Autorité de Développement Intégré de la région du Liptako Gourma (AIDLG).

De la IIème République à nos jours, la politique étrangère n'a pas connu de changement substantiel mis à part le fait que le pays est devenu membre de nouvelle organisation comme la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), de l'Union Économique Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), le G5 Sahel, l'Union Africaine (UA) et le comité pour la mise en place du Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD). Il milite activement pour la Francophonie qu'il considère comme un instrument important de sa diplomatie.

Alpha Sidiki Sangaré  
Source : L'Investigateur

# A la découverte de Ké-Macina : Dans les entrailles d'un cercle fort attachant !

Avec une superficie de 7 005 km<sup>2</sup> à califourchon sur le fleuve Niger, le cercle de Ke-Macina est situé sur le 05°21'42" de longitude Ouest et le 13° 57'33" de latitude Nord.



Il est limité à l'est par les cercles de Tenenkou et de Djenné, à l'ouest par celui de Ségou, au nord par Niono et au sud par San.

La ville qui a donné son nom à la commune et au cercle s'appelait « Ké » signifiant en langue bozo, voie, passage, accès ou être concerné. Certaines sources orales soutiennent que la première fondation du village « ké », qui serait la porte du royaume peul de Macina remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il aurait été habité en 1815

par un clan de pêcheurs qui vinrent s'installer sur le « Goun » (élévation) situé sur le site actuel de l'actuelle résidence du préfet du cercle. Ce groupe parti (certainement pour des raisons de sécurité), le site abandonné fut habité par un autre contingent. Le plus célèbre d'entre eux, fut Ke – Moussa Kouanta pour les uns, Ke-Moussa Kabila pour les autres. Cependant, eu égard aux nombreuses et incessantes razzias des bambaras de Moniampébougou, les bozos excédés par la situation, abandonnèrent

le site. Ceux s'établirent au sud ouest sur un coin qui prit le nom de « Ke-bozo »

C'est ainsi que le Gouvernement français à la recherche d'un endroit géostratégique, découvrit le site abandonné, y créa illico presto le 16 novembre 1924, la subdivision qui prit le nom de Ke -Macina, inauguré en 1926, date désormais consacrée comme celle de sa fondation.

Composée de Bambara, Bozo, samoko, peul, sarakole, minianka, sonrai, bella, et même des



mossi, suite aux mouvements migratoires, sa population qui était de 236 077 habitants en 2009 (dont 115 852 hommes contre 120 255 femmes) pour une densité de 33,7 habitants au Km<sup>2</sup>, est selon les estimations de 2018, passée à 315 946 habitants (154 826 hommes et 160 670 femmes) pour une densité de 45 habitants au Km<sup>2</sup>.

Sur le plan administratif, le cercle de Ke-Macina, compte 11 communes rurales dont celle de Macina, Kolongo, Kokry-Centre, Boky Wèrè, Tangué, Saloba, Folomana, Monimpébougou, Sana, Soulyèye, Matomo, 249 villages, 473 hameaux, campements et secteurs répertoriés. De sa création à 1926 à nos jours, Ke-Macina, qui relevait de Mopti, puis Ségou, a connu 48 administrateurs « commandant de cercle » dont 28 administrateurs coloniaux contre 28 administrateurs nationaux se sont succédé à

la tête de Ke-Macina.

Pour ce qui est des activités économiques du cercle, elles n'en demeurent pas moins dominées par l'agriculture, qui occupe plus de 90% de la population. A côté de celle-ci, se pratique la pêche (naguère florissante), en proie à d'énormes difficultés, suite à la baisse du niveau du fleuve, l'élevage de type extensif pratiqué par les peuls et d'autres ethnies, et l'artisanat, qui est assez développé. Celui-ci porte sur la confection des nattes, des corbeilles, des houes, dabas, des jarres, escabeaux.

Le tissu industriel, quant à lui, est essentiellement organisé autour des petites unités de transformations des produits locaux (savonnerie, décorticage de riz, tomate et échalote) et deux boulangeries dans la ville de Macina. Il existe des entreprises artisanales de fabri-

cation du matériel agricole (charrues et herses).

Les véhicules de transports en commun, des camions de transports de marchandises forment le parc automobile du cercle. Le transport fluvial est pour sa part, effectué par les pirogues et les pinasses.

Le commerce peu développé, faute d'opérateurs économiques est basé sur la vente des produits agricoles et des animaux. Le système commercial dominant demeure celui des foires hebdomadaires.

L'islam suivi du christianisme constitue à ce jour les religions dominantes du cercle.

Alpha Sidiki Sangaré  
Source : L'Investigateur



## Burkina : Un président de transition doit être désigné la semaine prochaine



Le nouvel homme fort du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a annoncé samedi la tenue les 14 et 15 octobre d'"Assises nationales" devant désigner un président de transition, avant l'organisation d'élections en 2024 dans ce pays miné par la violence jihadiste et théâtre de deux coups d'Etat en huit mois.

"En vue de l'adoption de la charte de transition, il est convoqué des Assises nationales les 14 et 15 octobre" à Ouagadougou, indique un décret lu à la télévision nationale RTB et signé du capitaine Traoré, qui a pris le pouvoir il y a une semaine.

Officiellement désigné mercredi président, le nouvel homme fort du Burkina Faso avait assuré peu après sa prise de pouvoir qu'il ne ferait qu'expédier "les affaires courantes" jusqu'à la désignation d'un nouveau président de transition civil ou militaire par des "Assises nationales".

Ces Assises, rassemblant notamment les forces politiques, sociales et de la société civile, devront se réunir "bien avant la fin de l'année", avait-il dit lundi sur la radio RFI. Ce jeune capitaine de 34 ans a renversé le 30 septembre le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui-même arrivé par la force au pouvoir en janvier en renversant le président élu Roch Marc Christian Kaboré.

Le capitaine Traoré a assuré que Ouagadougou

continuerait à respecter ses engagements pris sous M. Damiba vis-à-vis de la Communauté des Etats d'Afrique de l'ouest (Cédéao), en particulier sur l'organisation d'élections et un retour de civils au pouvoir au plus tard en juillet 2024.

Ibrahim Traoré a justifié son putsch par l'incapacité de M. Damiba à juguler la dégradation sécuritaire continue dans ce pays frappé depuis 2015 par le jihadisme.

Argument lui-même employé par le lieutenant-colonel Damiba pour justifier son coup d'Etat du 24 janvier contre le président Kaboré.

- Hommage à 27 soldats tués -

Ces derniers mois, des attaques frappant des dizaines de civils et de soldats se sont multipliées dans le Nord et l'Est du Burkina Faso, où des villes sont désormais soumises à un

blocus des jihadistes.

Le 26 septembre, une énième attaque meurtrière, revendiquée par Al-Qaïda, dans le nord du pays, à Gaskindé, a en particulier été perçue comme le catalyseur du coup d'Etat.

Ce jour-là, un convoi de ravitaillement de plus de 200 camions à destination de la ville de Djibo, capitale de la région du Sahel enclavée dans le nord, avait été attaqué par des hommes armés. Au moins 37 personnes ont été tuées, dont 27 militaires et dix civils.

Une cérémonie militaire en hommage aux 27 soldats s'est déroulée samedi à Ouagadougou en présence d'Ibrahim Traoré.

Les soldats ont été décorés à titre posthume dans l'un des principaux camps militaires de la capitale, le camp Sangoulé Lamizana.

La veille, Ibrahim Traoré a reçu le corps diplomatique en lui demandant de le soutenir pour "sauver notre patrie, nos terres, notre population".

Quelques jours après le coup d'Etat, il a rencontré une délégation de la Cédéao, venue évaluer la situation après deux jours de confusion au cours desquels M. Damiba s'était opposé à sa destitution.

A l'issue de la visite, l'un des membres de la délégation, l'ex-président nigérien Mahamadou Issoufou, avait dit qu'elle repartait "confiante" quant au respect des engagements pris.

Ibrahim Traoré a pris la tête d'un Etat meurtri par la guerre depuis 2015. Les attaques régulières de groupes armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique (EI) ont fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de quelque deux millions de personnes.

Plus de 40% du territoire échappe au contrôle de l'Etat, notamment du côté des frontières avec le Mali et le Niger.

AFP





## Tchad : Le maintien de Mahamat Déby officialisé à la tête du pays



Un dialogue national au Tchad a "désigné" définitivement samedi le général Mahamat Idriss Déby Itno président d'une "transition" prolongée de deux ans vers des élections "transparentes", 18 mois après qu'il a pris le pouvoir à la tête d'une junte militaire.

Cette assemblée a été boycottée par une très grande partie de l'opposition et de la société civile qui dénoncent une "succession dynastique" au pouvoir, ainsi que par certains des plus puissants mouvements rebelles armés. Le Dialogue National Souverain et Inclusif (DNIS) a également entériné la possibilité pour M. Déby de se présenter à la présidentielle à

l'issue de la transition, en dépit d'une promesse contraire faite il y a 18 mois à la communauté internationale --Union africaine, Union européenne et France en tête-- qui l'adoubait alors.

Ce DNIS, ouvert laborieusement le 20 août après de multiples reports, s'est achevé samedi à N'Djamena devant une assistance fournie de civils et de militaires, par un discours du général Déby, 38 ans et cinq étoiles, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Il a exprimé sa "fierté" devant ces "assises" qui ont permis de "sortir du scénario de l'horreur", promettant notamment "une nouvelle phase de la transition" consacrée à "réaliser

les délais prescrits pour le retour à l'ordre constitutionnel".

Le militaire avait déjà été proclamé par l'armée président de la république le 20 avril 2021, à la tête d'un Conseil Militaire de Transition (CMT) de 15 généraux, le jour de l'annonce de la mort de son père Idriss Déby Itno, tué au front contre des rebelles après avoir régné d'une main de fer sur ce vaste pays sahélien 30 années durant.

Les généraux promettaient alors déjà des "élections libres et démocratiques" au terme d'une transition de 18 mois renouvelable une fois, après avoir dissout parlement et gouvernement et abrogé la Constitution.



Il y a une semaine, le DNIS avait adopté "par consensus" diverses résolutions dont la prolongation de 24 mois de la transition avec M. Déby comme président, sa future éligibilité, la dissolution du CMT et un gouvernement "de réconciliation" qui sera nommé --et possiblement révoqué-- par le chef de l'Etat.

- "Préoccupation" -

Arborant son treillis de général et le béret rouge de la garde présidentielle, l'unité d'élite qu'il commandait à la mort de son père, M. Déby est arrivé au Palais du 15 janvier en saluant la foule avec son bâton de commandement du toit ouvrant d'un SUV blindé entouré de militaires.

Il a réitéré samedi son engagement pris dans le cadre d'un accord de paix signé à Doha le 8 août avec certains groupes rebelles, qui ont ensuite rejoint le DNIS, de libérer des "prisonniers de guerre". Il en avait fait élargir des centaines mais maintenu d'autres en prison, notamment ceux du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT), le plus puissant

des mouvements armés, accusé d'avoir tué Déby père.

Le Cadre Permanent de Concertation et de Réflexion (CPCR), alliance d'une vingtaine de groupes rebelles qui ont boudé Doha et le DNIS, dont le FACT, avaient fustigé par avance vendredi un "carnaval (...)" qui ne fait que légitimer la succession dynastique et pérenniser un régime corrompu".

Mahamat Déby "avait fait la promesse de ne pas se présenter à l'élection après la transition et c'est sur cette base qu'il avait été adoubé par la communauté internationale", a réagi pour l'AFP Max Loalngar, coordinateur de la plateforme d'opposition Wakit Tamma. Cette plateforme regroupe une très grande partie de l'opposition politique et des organisations de la société civile boycottant le DNIS.

L'Union africaine (UA) avait exigé le 19 septembre dernier que la junte ne prolonge pas les 18 mois de transition, "et rappelé sans équivoque qu'aucun membre du Conseil militaire de transition ne pourra être candidat aux

élections à la fin de la transition", deux engagements pourtant pris par M. Déby quand il avait pris le pouvoir.

Un reniement qui plonge les partenaires internationaux du Tchad dans l'embaras selon Roland Marchal, chercheur à Sciences Po Paris, "surtout concernant l'éligibilité des responsables de la transition" qui fait sauter un "verrou mis en place par l'UA".

Sollicitée par l'AFP, l'UA n'a pas réagi aux mesures adoptées par le DNIS, elle qui est souvent accusée de "manquer de rigueur" dans le dossier tchadien, fait remarquer M. Marchal.

L'Union européenne avait aussi fait part il y a une semaine de sa "préoccupation", regrettant que les résolutions du DNIS "ne tiennent pas compte" des engagements de la junte "relatifs à la durée de la transition et à la clause d'inéligibilité."

AFP



# MAN CITY 2É, LEIPZIG 4É... : Les 5 trios qui ont marqué le plus de points dans les 5 premiers championnats d'Europe cette saison

Les meilleurs footballeurs du monde exercent leur métier dans les cinq premières ligues européennes. C'est l'apogée du football de club et il y a tant de grands clubs sur le continent qui ont connu un niveau incroyable de succès dans le jeu.

Tous les grands clubs européens cherchent à équilibrer leurs effectifs respectifs. Il ne suffit pas de recruter ou de former des attaquants qui sont tous bons pour mettre le ballon au fond des filets. Les équipes ont besoin de joueurs qui peuvent se compléter et donner le meilleur d'eux-mêmes. Plusieurs équipes de haut niveau en Europe sont bénies à cet égard. Sans plus attendre, jetons un coup d'œil à cinq des trios les plus prolifiques des cinq premiers championnats européens cette saison.

#5 Robert Lewandowski, Ousmane Dembele et Ansu Fati (Barcelone) – 16 buts  
Le FC Barcelone possède une profondeur d'attaque ridicule. Ils ont d'excellents ailiers comme Ousmane Dembele, Ansu Fati, Raphinha et Ferran Torres et des avant-centres comme Robert Lewandowski, Pierre-Emerick Aubameyang et Memphis Depay. Lewandowski a été transféré au Camp Nou cet été et il s'est très bien adapté à son nouveau club. Il a déjà trouvé le chemin des filets à 12 reprises en 10 apparitions, toutes compétitions

confondues, depuis le début de la saison. Dembele et Fati en ont marqué deux chacun et l'équipe de Xavi Hernandez est assez difficile à manœuvrer dans le secteur offensif.  
#4 Christopher Nkunku, Timo Werner et Andre Silva (RB Leipzig) – 19 buts  
Le RB Leipzig n'a pas connu un grand début de saison en Bundesliga 2022-23. Il occupe actuellement la 11e place du classement, avec seulement 11 points en huit matches. Leipzig a marqué 13 buts en championnat, ce qui représente la sixième meilleure attaque de l'élite



allemande depuis le début de la saison. Cependant, ils en ont également encaissé 12 et il est clair que le problème ne se situe pas au niveau de leur ligne de front. En fait, les joueurs Christopher Nkunku, Timo Werner et Andre Silva se sont plutôt bien comportés jusqu'à présent.

Nkunku a repris là où il s'était arrêté la saison dernière et a marqué neuf buts toutes compétitions confondues depuis le début de la saison. Werner a retrouvé le plaisir de marquer des buts après une période noire à Chelsea. Il en compte six à son actif. Silva revient lui aussi lentement en forme et a trouvé le chemin des filets à quatre reprises jusqu'à présent.

#3 Leroy Sane, Jamal Musiala et Sadio Mane (Bayern Munich) – 22 buts

Le départ de Robert Lewandowski a été ressenti au Bayern Munich. Après tout, l'international polonais est l'un des buteurs les plus prolifiques de l'histoire récente. Mais cela ne signifie pas que les buts se sont taris au Bayern.

Entre les mains, ou plutôt les jambes, de Leroy Sane, Jamal Musiala et Sadio Mane, le Bayern a réussi à conserver son sens du but. Sane est dans une forme étincelante depuis le début de la saison et a déjà inscrit huit buts.

Mane le suit de près avec sept buts et l'ancien joueur de Liverpool s'avère être une bonne recrue. Le jeune Musiala connaît une saison exceptionnelle et a déjà inscrit sept buts depuis le début de la saison.

#2 Erling Haaland, Phil Foden et Julian Alvarez (Manchester City) – 29 buts

Avec l'arrivée d'Erling Haaland, Manchester City semble plus dominant que jamais en attaque. L'international norvégien a pris d'assaut la Premier League depuis qu'il a rejoint Manchester City cet été. Il a déjà inscrit trois triplés lors de ses huit premières apparitions en championnat.

Haaland a marqué 19 buts depuis le début de la saison et a été soutenu de manière adéquate par ses coéquipiers. Kevin De Bruyne et Phil Foden en sont les principaux acteurs. Foden a marqué six buts toutes compétitions

confondues depuis le début de la saison.

Une autre nouvelle recrue, Julian Alvarez, a également montré beaucoup d'intention chaque fois qu'il est entré en jeu et a déjà quatre buts à son actif.

#1 Neymar Jr, Lionel Messi et Kylian Mbappé (Paris Saint-Germain) – 30 buts

Ce serait le rêve de tout entraîneur d'avoir une ligne de front composée de Neymar, Lionel Messi et Kylian Mbappé. Christopher Galtier a remplacé Mauricio Pochettino comme nouvel entraîneur du Paris Saint-Germain cet été. Il a fait du bon travail jusqu'à présent et a réussi à faire tourner ses attaquants à plein régime. Neymar est dans une forme étincelante en ce début de saison et a déjà inscrit 11 buts toutes compétitions confondues. Mbappe est lui aussi en pleine forme, avec 11 buts à son actif. Messi crée et marque à volonté et a mis le ballon au fond des filets à huit reprises depuis le début de la saison.

Source : Afrique Sports







## Bélier (21 mars - 19 avril)

Désireux de provoquer du changement, voire de l'inédit dans votre activité, vous n'en perdrez pas moins votre rigueur et votre sens des responsabilités. Sachez résister aux chants des sirènes, car l'herbe ne sera pas forcément plus verte ailleurs.

Il serait bon de solliciter un entretien afin de définir avec précisions vos requêtes et de tirer un peu plus sur vos avantages. Vous n'obtiendrez pas forcément beaucoup d'argent, mais ce petit plus financier constituerait la cerise sur le gâteau.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Mars au trigone de Jupiter vous rend entreprenant et dynamique. Les idées que vous défendrez aujourd'hui convaincront l'entourage professionnel sans difficultés et vous aurez l'occasion d'occuper le devant de la scène. C'est le moment de vous démarquer.

L'envie de vous tranquilliser financièrement vous incite à chercher d'autres moyens d'arrondir vos fins de mois. C'est une bonne idée, mais n'acceptez pas n'importe quoi, notamment une proposition de confier vos économies pour les faire fructifier.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Jupiter en Sagittaire apporte à votre vie professionnelle un tournant. Vous désirez une activité où vous communiquez ou avez une clientèle. Une formation peut être proposée pour repartir sur une nouvelle orientation plus en rapport avec votre personnalité.

Ne faites pas trop de dépenses inconsidérées, elles finiraient dans le placard et vous avec des regrets. Il y a des erreurs d'appréciation et vous surestimez votre budget. Vous vivez au-dessus de vos moyens et pouvez contracter des dettes ou emprunter.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous orienterez vos pincés de telle façon que vous ne pourrez pas louper cet ascenseur professionnel qui se profilera. Vous commencerez, mine de rien, à placer vos pions en travaillant de façon plus précise et en mettant votre créativité en avant.

Vous serez pragmatique, et chez vous, un euro sera un euro. Puisque vous n'aurez pas le choix, vous serez sérieux dans la gestion de votre budget. Vous trouverez même de l'intérêt à jongler avec les chiffres, si cela peut vous aider à économiser un peu.



## Lion (22 juillet - 23 août)

On peut vous demander de travailler sur une activité utile à l'avenir du service. L'activité bat son plein et vous êtes investi. En étant un maillon essentiel d'une équipe, du plaisir arrive dans votre fonction. Un sentiment de fierté personnelle s'installe.

Vous faites preuve de prudence dans la gestion de l'argent. Toutefois, il y a un risque de sortie d'argent pour le véhicule ou la réparation d'appareils ménagers. Revoyez vos priorités sans stress en laissant du temps entre toutes les dépenses de loisirs.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous permettra de communiquer plus facilement, qu'il s'agisse des collègues, de collaborateurs, de votre chef ou d'un recruteur. Vous ne tournez pas autour du pot pour vous concentrer sur l'essentiel, ce qui sera remarqué et apprécié.

Il n'y aura rien à craindre aujourd'hui des planètes dans ce domaine. Certes il ne faudra pas vous attendre à remporter le jackpot, mais au moins, vous n'aurez pas de désagréables surprises côté finances. De quoi souffler et vous pencher sur d'autres sujets.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez recevoir l'appui d'un de vos chefs ou d'un collaborateur influent qui voit en vous, de bonnes capacités pour travailler en équipe. Vos compétences comme votre personnalité vous permettent d'évoluer favorablement dans une ambiance électrique.

La journée risque d'être calme, faite d'hésitations et d'envies sans actions. Vous pensez à un budget plus élevé pour faire davantage de loisirs et profiter des bons moments. Vous dépensez des petites sommes simplement pour limiter le découvert en fin de mois.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous réussirez à régler des problèmes professionnels ressemblant à de vrais casse-têtes, grâce à votre approche innovante, à votre manière de raisonner différente des autres. Aussitôt, vous disposerez d'une meilleure considération dans votre activité.

Vous aurez des idées très déterminées sur le meilleur moyen de faire fructifier votre argent. Mais afin d'éviter tout faux pas entraînant de mauvaises surprises, demandez conseil à des spécialistes, même si vous pensez être performant dans ce domaine.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les grands changements qui sont dans l'air depuis quelques semaines se font de plus en plus proches si ce n'est déjà fait pour certains d'entre vous. Ils vous obligeront à revoir vos priorités afin de vous adapter au mieux à ce qui vous perturbe par ailleurs...

Les rétrogradations planétaires troublent votre jugement. Il serait préférable de ne pas vous engager dans des dépenses ou dans des placements sans avoir vérifié que toutes les garanties soient notées noir sur blanc !



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Déterminé, Pluton dans votre signe vous apportera l'endurance d'aller au bout de vos objectifs. Que vous soyez en activité ou en recherche, vous multipliez les démarches pour atteindre le but fixé, surtout si celui-ci est ambitieux. Et vous réussirez !

Ce n'est pas parce que tout va bien que vous pouvez vous permettre de faire n'importe quoi. Laissez votre carte bancaire chez vous aujourd'hui pour éviter de craquer devant les vitrines ou sur les sites de ventes privées. Ça vous évitera de regretter amèrement vos achats.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Une évolution importante arrive. Elle marque le début d'une réalisation attendue depuis longtemps. Votre personnalité conquérante revient et grâce à ce nouvel état d'esprit, vous abordez la suite de votre carrière professionnelle avec lucidité.

Vous pourriez fantasmer sur l'envie de gagner plus d'argent qu'auparavant. Ce désir entraîne un sentiment de frustration. Penser à l'argent vous rend un peu nerveux. Limiter vos sorties peut faire partie des concessions immédiates pour garder du budget.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez l'impression que l'on tentera de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds ou que l'on se fiche de vous. Vous aurez besoin de tirer l'affaire au clair avant de décider de l'attitude à adopter une fois que vous connaîtrez la vérité.

La situation ne sera pas si négative malgré la difficulté à disposer des moyens financiers dont vous aurez besoin à l'instant T. Vous devrez avoir une montre à la main pour respecter le timing, une calculatrice dans l'autre pour organiser votre gestion.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Communiqué du Conseil des Ministres  
du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

1110 **Malikilé**



Crise au sein du RPM  
**Dr Bocari Treta sommé  
d'organiser un nouveau congrès**



Situation financière du Mali : Non le pays  
n'est pas en "défaut de paiements"

1111 **Malikilé**



Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali  
**Revoilà le Cadre d'Echanges**

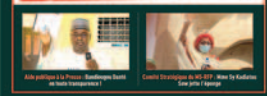


Plus de 100000 personnes touchées par la pandémie  
de notre virus, notre journal continue à vous apporter l'actualité de  
la transition avec précision et rapidité pour les Malien(ne)s locaux et internationaux qui  
s'y intéressent.

1112 **Malikilé**



Durée de la Transition  
**Le Sommet de la CEDEAO  
tergiverser, le Mali s'assume !**



Le Mali a-t-il la capacité de gérer la pandémie de notre  
virus ? Les capacités de 50 membres du CNT renforcées

1113 **Malikilé**



Durée de la Transition  
**La polémique entre  
le Mali et la CEDEAO**



Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition :  
La jeunesse invitée à jouer sa partition

1114 **Malikilé**



Ann 2 de MO-RFP  
**Dr Choguel  
Kokalla Maïga  
fait le bilan de  
l'an I de la rectification**



Conférence des chefs d'entreprises maliennes : Les  
professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement

1115 **Malikilé**



Barkina Faso-CEDEAO  
**Issoufou Mahamadou,  
son médiateur contesté !**



Adema - PASJ : Enfin le bitan de  
10 ans de pouvoir

1116 **Malikilé**



Nouvelle Constitution  
**Le top départ !**

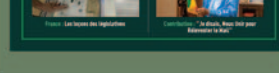


Mali : La hausse des prix des  
denrées alimentaires

1117 **Malikilé**



Le ministre Diop à la  
tribune des Nations Unies  
**Le nîet du Mali à la force  
française Barkhane**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23